

L'allemand est trop dominant

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **24 (2012)**

Heft 93

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-970890>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Les médecins de famille tiennent également compte du cadre de vie de leurs patients lorsqu'ils parlent de qualité en médecine.

Rhétorique de la qualité en médecine

Aujourd'hui, lorsqu'on parle de « médecine de famille », c'est souvent en association avec l'idée d'« efficacité » et de « preuves », de « traitement centré sur le patient », de nécessité de « réduction des coûts », et ainsi de suite. Ces expressions évoluent de manière inflationniste autour d'un concept central : la « qualité » de la médecine, qu'il s'agit d'améliorer ou d'assurer. Andrea Abraham, spécialiste en anthropologie médicale à l'Université de Berne, arrive à la conclusion que les différents acteurs du système de santé – les médecins de famille, leurs associations, la FMH, les politiciens de la santé, les caisses-maladie – utilisent le concept de qualité sans retenue, alors que chacun en a une compréhension différente. La qualité s'inscrit donc dans une « stratégie rhétorique », dont on se sert pour légitimer ses propres intérêts et positions. Quand les assureurs parlent de qualité, c'est la maîtrise des coûts qu'ils ont en tête, alors que les médecins de famille prennent également en compte le cadre de vie de leurs patients. Le discours sur la qualité a vu le jour au début du XXe siècle déjà, dans l'industrie américaine et japonaise. De là, il a gagné l'Angleterre et les Pays-Bas sous les signes avant-coureurs du néolibéralisme, avant d'arriver en Suisse.

On investit beaucoup de temps, d'argent et d'attentes dans les programmes qualité – comme le fait la Confédération dans sa stratégie qualité pour le domaine de la santé – alors que le bénéfice réel est difficile à définir, estime Andrea Abraham. **uha** ■

Faire revivre la recherche en Moldavie

La Moldavie est victime d'une importante fuite des cerveaux. Dans cette ancienne république soviétique, les personnes qui travaillent dans la formation et la recherche ne sont plus que 5500, soit quatre fois moins qu'en 1990. Le gouvernement moldave prend la situation au sérieux et tente d'inverser cette tendance. Dans le cadre d'un projet Scopes soutenu par le FNS et la Direction du développement et de la coopération (DDC), des chercheurs de l'EPFL ont voulu savoir si les membres de la diaspora scientifique moldave pouvaient contribuer à redonner vie à la recherche dans leur pays d'origine.

Dans ce dessein, l'équipe lausannoise dirigée par Jean-Claude Bolay et Gabriela Tejada a interrogé quelque 200 émigrants moldaves.

L'enquête montre que ces derniers cultivent encore des contacts réguliers avec leur patrie. Plus de 40% d'entre eux envoient de l'argent à leur famille pour lui permettre de boucler les fins de mois. Une bonne partie a également déjà mené des projets de recherche communs avec des collègues en Moldavie ou a participé à des congrès dans ce pays. Reste que nombre d'entre eux n'ont tout simplement pas le temps de s'engager davantage. Et ils sont aussi nombreux à estimer que le gouvernement devrait faire plus d'efforts pour la recherche. Une majorité rentrerait volontiers en Moldavie. Compte tenu de la situation financière précaire et des mauvaises infrastructures, peu pensent toutefois y trouver des perspectives professionnelles acceptables. **Simon Koechlin** ■



La Moldavie est victime d'une importante fuite des cerveaux. De nombreux chercheurs retourneraient toutefois volontiers dans leur patrie (Université d'Etat de Comrat, 2007).

L'allemand est trop dominant

La Suisse possède trois langues officielles, l'allemand, le français et l'italien, ainsi qu'un idiome semi-officiel, le romanche. Ce plurilinguisme se répercute aussi sur son ordre juridique. Les différentes versions linguistiques des actes législatifs publiés par la Confédération et les quatre cantons plurilingues doivent être compréhensibles et avoir la même valeur juridique. Une tâche qui n'est pas simple compte tenu des spécificités de chaque langue et des particularités culturelles qui leur sont liées. Une étude menée dans le cadre du Programme national de recherche « Diversité des langues et compétences linguistiques en Suisse » (PNR 56) montre que cette mission

n'est pas remplie de manière entièrement satisfaisante. L'allemand occupe souvent une place par trop dominante, notamment lorsque la commission chargée de l'élaboration d'une nouvelle loi ne travaille que dans une seule langue. Les auteurs recommandent donc vivement aux services compétents de mieux tenir compte des remarques des traducteurs et de renforcer de façon générale l'italien et le romanche. **uha** ■

Rainer J. Schweizer, Marco Borghi (éd.): *Mehrsprachige Gesetzgebung in der Schweiz – Législation plurilingue en Suisse – Legislazione plurilingua in Svizzera – La legislazione plurilingua en Svizra*. Editions Dike, Zurich et Saint-Gall, 2011, 519 p.